

# Le mythe des pénuries mondiales de céréales

IS [project-syndicate.org/commentary/there-is-no-global-grain-shortage-by-jayati-ghosh-2023-08/french](https://project-syndicate.org/commentary/there-is-no-global-grain-shortage-by-jayati-ghosh-2023-08/french)

11 août 2023

Aug 11, 2023 [Jayati Ghosh](#)

NEW DELHI – Ces dernières années, une flambée des prix des denrées alimentaires couplée à des inondations à la fréquence et à l'intensité croissantes, à des sécheresses et à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes ont déclenché des alertes à une pénurie imminente de céréales, à même de provoquer une catastrophe pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète. Bien que le changement climatique constitue la plus grande menace à moyen et à long terme pour la sécurité alimentaire mondiale, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est fréquemment citée comme cause immédiate de la crise de la faim dans le monde à l'heure actuelle. Mais ce n'est qu'une apparence.

La guerre a sans aucun doute perturbé les exportations de blé de la Russie et de l'Ukraine, deux des plus grands producteurs mondiaux, en désorganisant du même coup des relations commerciales de première importance. Étant donné que l'Ukraine et la Russie représentaient auparavant plus d'un quart des exportations mondiales de blé, les décideurs et les commentateurs ont attribué la flambée des prix au début de 2022 en grande partie aux pénuries d'approvisionnement causées par le conflit.

Mais si [l'indice mondial des prix du blé](#) a augmenté d'environ 23 % dans les mois qui ont suivi l'invasion russe, les prix ont commencé à baisser en juin 2022. En décembre, ils étaient revenus à leurs niveaux d'avant-guerre. Même lorsqu'elle est reconnue, cette tendance a été attribuée au succès de [l'Initiative céréalière de la mer Noire \(ICMN\)](#), un accord soutenu par les Nations Unies qui a levé le blocus russe des exportations céréalières de l'Ukraine. Réciproquement, [la récente décision de la Russie de se retirer](#) de l'accord a suscité des inquiétudes quant à ses effets potentiels sur le commerce mondial des céréales.

Ces inquiétudes sont infondées pour deux raisons. Premièrement, l'offre mondiale de blé (production totale et quantité échangée) est restée stable depuis le début de la guerre en Ukraine. Le système d'information sur les marchés agricoles, administré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, intègre des données du Conseil international des céréales en vue de fournir des estimations de l'offre, de l'utilisation et du commerce. Entre juillet 2021 et juin 2022 – période où les prix du blé ont culminé – la production mondiale a augmenté [de cinq millions de tonnes](#), tandis que les volumes commerciaux ont augmenté de trois millions de tonnes. Au cours de la même période, les stocks ont légèrement augmenté (de trois millions de tonnes).

Plus particulièrement, l'offre totale de blé (définie comme la production plus les stocks d'ouverture) a dépassé l'utilisation de pas moins de 275 millions de tonnes. Cet excédent remet en question l'idée communément admise d'une pénurie mondiale. De même, on

estime que l'offre mondiale a dépassé la demande entre juillet 2022 et juin 2023, ce qui suggère une tendance constante.

Deuxièmement, les gouvernements et les médias ont tendance à mettre l'accent sur des pénuries régionales spécifiques tout en négligeant les augmentations de la production et du commerce dans d'autres parties du monde. En réalité, le blé est produit dans le monde entier, ce qui signifie que les pénuries dans une région pourraient être compensées par une augmentation de la production dans une autre.

Alors, qu'est-ce qui a causé la flambée des prix du blé ? Pour répondre à cette question, nous devons suivre la piste financière. Le marché céréalier mondial fonctionne comme un oligopole, les quatre plus grands négociants céréaliers – Archer-Daniels-Midland, Bunge (qui a récemment fusionné avec Viterra), Cargill et Louis Dreyfus – contrôlant plus de 70 % du marché et Glencore en contrôlant 10 %.

Au début de la guerre en Ukraine, en particulier entre mars et juin 2022, les quatre grands négociants céréaliers ont récolté des bénéfices et des revenus records. Les revenus annuels de Cargill ont augmenté de 23 %, à 165 milliards de dollars, tandis que les bénéfices de Louis Dreyfus ont grimpé de 80 %. Ces gains reflétaient des hausses de prix qui n'étaient pas alignées sur la dynamique réelle de l'offre et de la demande.

De plus, les marchés à terme des céréales ont connu une vague d'activité entre avril et juin 2022. Les investisseurs financiers, y compris les fonds de pension, ont augmenté leur part des positions longues sur le marché à terme du blé de Paris, qui est passée de 23 % en mai 2018 à 72 % en avril 2022. Dix fonds spéculatif « maintenus par une bonne dynamique de croissance » auraient gagné 1,9 milliard de dollars en capitalisant sur la flambée des prix alimentaires déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine. Au lieu d'empêcher ou de contenir de telles manœuvres financières, les régulateurs aux États-Unis et dans l'Union européenne leur ont permis de continuer sans relâche.

Étonnamment, la plupart des exportations de céréales ukrainiennes n'ont pas atteint les pays les plus pauvres du monde. Au lieu de cela, 81 % des 32,9 millions de tonnes métriques exportées dans le cadre de l'ICMN sont allées à des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur, principalement des pays européens comme l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, ainsi qu'à la Chine et à la Turquie. Les pays à faible revenu ont reçu 3 % des exportations de céréales de l'Ukraine et 9 % de son blé (la plupart vers le Bangladesh). Étant donné que les pays africains importateurs de produits alimentaires n'ont reçu qu'une fraction de ces exportations, les craintes que la rupture de l'accord ne conduise à une famine massive sur le continent semblent largement exagérées.

L'ICMN semble davantage viser à faciliter les exportations en provenance d'Ukraine – un objectif louable en soi – qu'à lutter contre la faim dans le monde. Outre le blocus russe de ses routes maritimes, les routes terrestres de l'Ukraine ont été compromises par les restrictions implicites à l'importation imposées par des pays d'Europe centrale et orientale tels que la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie, la Slovaquie et la Roumanie, qui visent à protéger les agriculteurs locaux en difficulté des céréales ukrainiennes à prix compétitif.

Mais comme d'autres l'ont souligné, l'ICMN sert principalement les intérêts des géants de l'agro-industrie qui négocient des céréales ukrainiennes et des financiers qui les soutiennent.

Si la faim a augmenté dans le monde ces dernières années, ce n'est pas à cause d'une pénurie de céréales. Au lieu de cela, la chute des exportations, la diminution des recettes en devises, la fuite des capitaux et la hausse des coûts du service de la dette ont réduit la capacité de nombreux pays à importer des denrées alimentaires.

Pour relever ces défis, nous devons réorienter nos efforts. Plutôt que de distribuer gratuitement des céréales à des fins caritatives, les décideurs mondiaux doivent atténuer les vulnérabilités des pays pauvres en matière de change et prendre des mesures pour soutenir une production nationale et régionale accrue de produits alimentaires essentiels. Nous pouvons encore gagner la lutte contre la faim dans le monde, mais seulement si nous reconnaissons les causes réelles de notre situation actuelle.



## **Jayati Ghosh**

---

Writing for PS since **2018**

**67** Commentaries

Jayati Ghosh, Professor of Economics at the University of Massachusetts Amherst, is a member of the Club of Rome's Transformational Economics Commission.